

éditorial

Gouvernance exemplaire ?

« Il est un emprunt national qui doit être porteur de sens et d'espoir pour les générations futures. » Chargés de réfléchir aux priorités stratégiques d'investissements qui seront financées par un grand emprunt — annoncé dans son principe en juin 2009 par le Président de la République —, Michel Rocard et Alain Juppé ont achevé leurs travaux (« Le Figaro » du 19 novembre 2009). Après avoir auditionné plus de deux cents acteurs et examiné plus de trois cents contributions écrites, ils ont rendu leurs conclusions à Nicolas Sarkozy. Dans ce document de 128 pages, les deux anciens Premiers ministres rappellent qu'il y a « deux façons de mal préparer l'avenir : accumuler les dettes pour financer les dépenses courantes ; mais aussi, et peut-être surtout, oublier d'investir dans les domaines moteurs ». Principale donnée à l'appui de ce constat : la part de l'investissement dans les dépenses publiques a reculé d'un point depuis le début des années 1980, passant de 6 % à 5 %.

En conséquence, la commission Rocard - Juppé recommande d'engager la transition vers un nouveau modèle de croissance « moins dépendant des énergies fossiles et davantage tourné vers la connaissance ». Avec, en outre, la contribution d'« une intervention publique résolue ». Les vingt-deux membres de la commission ont travaillé de la manière suivante : ils ont défini de grandes priorités, répondant à un double impératif d'économie verte et de la connaissance. Au total, sept axes d'investissement ont été retenus, associés à dix-sept programmes « d'actions ». L'enseignement supérieur se taille la meilleure part (16 milliards d'investissements proposés), suivi par le développement des villes de demain (aménagement urbain, réseaux intelligents), lequel se voit allouer 4,5 milliards, et le numérique 4 milliards dont 2 pour le passage au très haut débit. Les autres axes concernent les PME innovantes, les sciences du vivant, les énergies décarbonées et la mobilité du futur.

Au total, la commission préconise à l'Etat d'investir 35 milliards d'euros dans ces sept programmes. Mais, « par effet de levier vis-à-vis des financements privés, locaux et européens, l'emprunt national devrait finalement correspondre à un investissement total de plus de 60 milliards », souligne le rapport. Les dépenses choisies sont, indiquent les deux rapporteurs, « porteuses d'une rentabilité directe » (dividendes, royalties, intérêts...) ou « indirecte » (recettes fiscales induites par une activité économique accrue) pour l'Etat et de bénéfices socio-économiques.

La commission a, en outre, indiqué qu'« il lui est apparu indispensable de proposer la mise en place d'un dispositif rigoureux de gouvernance ». Elle préconise non seulement que les fonds levés par l'emprunt national soient « affectés à des organismes gestionnaires et gérés de manière étanche par rapport au reste du budget ». Mais elle recommande aussi la mise en place, auprès de Matignon, d'un comité de surveillance, « composé à part entière de parlementaires, de personnalités qualifiées et de représentants des ministères concernés », lequel pourrait être doté d'une partie des fonds de l'emprunt national. Et ce, dans le but clair que l'argent aille bien là où il est censé aller.

Quant au montant de cet emprunt, pomme de discorde initiale, il ne devrait pas atteindre les 35 milliards d'investissements évoqués dans le rapport Juppé - Rocard. L'Etat va, en effet, se servir des 13 milliards que lui ont remboursés les banques qu'il avait aidés pendant la crise financière. Il ne lui restera plus alors qu'à emprunter une grosse vingtaine de milliards. Soit très exactement ce que le Trésor estime être la capacité d'emprunt supplémentaire de la France, sans risquer de dégrader sa notation (triple A).

Force avait été de constater, avant les arbitrages finsaux de Nicolas Sarkozy, que la perspective d'un emprunt record (« 100 milliards, c'est un montant irréaliste », avait estimé le ministre du Budget, Eric Woerth) inquiétait et le PS (quoi de plus naturel) et la majorité UMP. La tribune de 63 députés (UMP et Nouveau Centre) avait fait grincer des dents dans la majorité. « Derrière tout cela, il y a Henri Guaino (la « plume » de Sarkozy), affirmait un député, sous couvert d'anonymat. Beaucoup ensuite avaient pris leurs distances vis-à-vis de l'initiative de leurs 63 collègues. En tête, le rapporteur général du budget et sénateur de l'Oise, Philippe Marini. « Au-delà d'un certain point, un emprunt est dangereux, expliquait-il. Que ferons-nous lorsque les taux d'intérêt grimperont à nouveau (NDLR : ils ne monteront pas en 2010). Mais c'est tellement agréable de dépenser. On ne fait de peine à personne (les élus locaux n'ont pas aimé). C'est la pente naturelle de beaucoup de collègues » (NDLR : hélas pour la rigueur et la rationalité). Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jean-François Copé, est sur la même ligne. « Le montant de l'emprunt doit être compris entre 20 et 50 milliards. » Anticipant un déficit public de 8,5 % de PIB en France en 2010, l'OCDE a fustigé, le 19 novembre dernier, le grand emprunt, estimant qu'il « interviendra trop tard pour contribuer à la reprise et rendra encore plus difficile l'indispensable assainissement des finances publiques. »

Marie-Pierre BOULIGAUD

SANTÉ

Roannais : la grippe A est arrivée



Photo Ludovic Dain

Depuis la semaine dernière, les cas suspects et avérés de grippe H1N1 se sont multipliés sur le Roannais, preuve que le virus a fait son apparition sur l'arrondissement. 18 cas positifs ont été recensés, 11 ont nécessité une hospitalisation. Le Centre hospitalier de Roanne se dit prêt à recevoir les malades et conseille à la population de se faire vacciner au plus tôt.

page 11

SOCIÉTÉ

De la vie derrière les barreaux

Chaque semaine, plus d'une centaine de bénévoles se rendent au Centre de détention de Roanne et agissent pour humaniser le quotidien des détenus et de leurs familles. Une expérience la fois surprenante et exaltante pour ces militants associatifs, soucieux de faire connaître la réalité carcérale à l'occasion des Journées nationales prison.

Photo Ludovic Dain



page 12

CRIME DE VILLEREST

La petite amie mise en examen pour complicité



page 8

ECONOMIE

Une nouvelle école d'ingénieurs à Roanne ?

page 2

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Le Grand Roanne se réveille

page 8

BIJOUTIERS-CREATEURS

Une biennale en or ce week-end à St-Jean-St-Maurice



page 6

BASKET-BALL

Les Choraliens enchaînent

pages sports